Table of Contents

L'ARMÉE RENVOIE DES SOLDATS ILS S'OPPOSAIENT À LEUR DÉPLOIEMENT.....1

ILS NE CROYAIENT PAS FAIRE LA GUERRE UN EX−MILITAIRE.....3

LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS RENCONTRERA BUSH.....4

LES MILITAIRES CANADIENS PENSENT QU'ILS SONT LÀ POUR RESTER 2009, TROP TÔT POUR PARTIR.....5

À LA MÉMOIRE DE TERRY FOX.....6

UNE AUTRE ÉTAPE POUR HARPER LES LIBÉRAUX PRÉSENTERONT DES AMENDEMENTS.....7

L'ARMÉE RENVOIE DES SOLDATS ILS S'OPPOSAIENT À LEUR DÉPLOIEMENT.....8

ILS NE CROYAIENT PAS FAIRE LA GUERRE UN EX−MILITAIRE.....10

LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS RENCONTRERA BUSH.....11

LES MILITAIRES CANADIENS PENSENT QU'ILS SONT LÀ POUR RESTER 2009, TROP TÔT POUR PARTIR.....12

À LA MÉMOIRE DE TERRY FOX.....13

UNE AUTRE ÉTAPE POUR HARPER LES LIBÉRAUX PRÉSENTERONT DES AMENDEMENTS.....14

Les Afghans auront besoin du Canada après 2009.....15

Les conservateurs attaquent la 2e étape.....17

Un échéancier irréaliste, croient les soldats.....18

Alarmes.....19

Les nouveaux défis de la télévision.....21

Dans la catégorie.... Meilleur album country.....23

Les soldats conviennent que les Afghans auront besoin du Canada après 2009.....24

Les conservateurs franchissent la 2e étape de l'adoption du discours du Trône.....25

Des soldats participent à la course Terry Fox à la base aérienne de Kandahar.....26

L'ARMÉE RENVOIE DES SOLDATS ILS S'OPPOSAIENT À LEUR DÉPLOIEMENT

SOURCETAG	0710220368
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.22
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	9
ILLUSTRATION:	1. PHOTO REUTERS La politique de libération volontaire del'armée s'applique dans les cas de soldats opposés à la guerre plutôt qu'à une mission en particulier.
BYLINE:	KATHLEEN HARRIS SUN MEDIA
DATELINE:	OTTAWA\EXCLUSIF
WORD COUNT:	476

OTTAWA –– L'armée canadienne a libéré plusieurs soldats en raison de leur objection de conscience quant à la guerre en Afghanistan, selon des dossiers internes du ministère de la Défense nationale.

Des documents obtenus par Sun Media en vertu de la Loi sur l'accès à l'information mentionnent quelques cas où des membres réguliers ou réservistes ont été renvoyés ou libérés des Forces canadiennes pour avoir refusé d'être déployés.

"Au cours des 120 ans de l'histoire de son corps expéditionnaire, le Canada ne s'est jamais permis le luxe d'offrir à ses soldats réguliers la possibilité de choisir leurs missions ", lit–on dans un rapport recommandant le renvoi d'un soldat. " Le devoir, la valeur primordiale de l'armée canadienne, a toujours été sacro–saint. Aucun métier ou service des Forces canadiennes ne peut se permettre de garder des soldats qui ne sont pas engagés dans leur devoir à 100%, tant leur devoir envers l'organisation qu'envers ceux aux côtés desquels ils servent. "

Dans un cas, un réserviste a été expulsé " aussitôt que possible du point de vue administratif " après qu'il eut refusé d'être déployé. Ce membre avait déjà reçu une formation en vue de sa mission sur les lieux du combat et il représentait un " fardeau inutile " pour les Forces, selon les documents très censurés.

Par ailleurs, des membres réguliers ont dû être renvoyés en vertu du principe dit de "l'universalité du service ".

Objection à la guerre

L'aspirant de marine Michael McWhinnie, porte–parole du chef du personnel militaire, explique que la politique de la Défense nationale en matière de libération volontaire pour motif d'objection de conscience s'applique uniquement aux personnes qui s'opposent à la guerre et aux conflits armés en général –– pas à ceux qui s'opposent à une mission particulière telle que celle en Afghanistan. Étant donné que le service est volontaire, la politique s'applique seulement dans les très rares cas où un membre connaît une "épiphanie " au sujet de la guerre ou du fait de prendre les armes ; l'objection de conscience à une mission spécifique ou à une politique nationale ne satisferait pas aux critères requis pour une libération volontaire.

" Il faut obéir "

"Vous pouvez dire "j'adore l'armée, je veux y rester, mais il n'est pas question d'aller en Afghanistan" et la

chaîne de commandement vous dirait probablement "nous ne voulons pas de vous dans l'armée parce que vous n'êtes pas capable d'obéir à un ordre légitime"", poursuit l'aspirant McWhinnie. "C'est la seule chose qui compte pour nous: s'il s'agit d'un ordre légitime, il faut obéir.

"L'armée considère un certain nombre de facteurs lorsqu'il s'agit de déterminer l'aptitude à être déployé, mais la politique exige finalement que tous les membres soient prêts à accomplir toute tâche légitime dans la défense du Canada, de ses intérêts et de ses valeurs, tout en contribuant à la paix et à la sécurité à travers le monde. "

kathleen.harris@sunmedia.ca !@MOTSCLES=ARMÉE; AFGHANISTAN; RENVOIS

ILS NE CROYAIENT PAS FAIRE LA GUERRE UN EX−MILITAIRE

SOURCETAG	0710220367
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.22
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	9
ILLUSTRATION:	1. PHOTO D'ARCHIVES Scott Taylor croit que les soldatsn'étaient pas prêts.
BYLINE:	KATHLEEN HARRIS
WORD COUNT:	189

Selon Scott Taylor, un ancien soldat qui est maintenant éditeur de la revue Esprit de corps, certains militaires ne veulent pas être déployés parce qu'ils ne sont pas prêts au combat du point de vue psychologique ou physique ou parce qu'ils ont soudainement peur.

Plusieurs d'entre eux se sont enrôlés pour apprendre un métier ou parce qu'ils s'attendaient à avoir une carrière pleine d'aventure, mais ils ne croyaient pas devoir aller à la guerre.

Guerre improbable

" Il y a eu une très longue période au cours de laquelle, à moins d'être dans l'infanterie, il n'était pas question de faire quoi que ce soit sur la ligne de front où il pouvait y avoir du danger, soutient−il. Alors, l'armée était un genre de vie d'entraînement pour une guerre qui ne se produirait probablement jamais. "

Steve Staples, directeur de l'Institut Rideau, dit que certains se laissent attirer par les annonces attrayantes, la perspective d'un emploi stable ou la chance d'aider leurs compatriotes canadiens dans des situations d'urgence.

Il croit que les Forces canadiennes devraient trouver d'autres rôles pour ceux qui ne veulent pas combattre en Afghanistan.

" Ils pensaient qu'ils s'enrôlaient pour aider le Canada, pas pour aller faire la guerre de quelqu'un d'autre au Moyen−Orient ", dit−il. !@MOTSCLES=CARRIÈRE D'AVENTURE

LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS RENCONTRERA BUSH

SOURCETAG 0710220313
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.22
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 47
BYLINE: AFP
DATELINE: TOKYO
WORD COUNT: 109

TOKYO –– (AFP) Le premier ministre japonais Yasuo Fukuda devrait rencontrer le président George W. Bush le 16 novembre lors d'une visite aux États–Unis à l'occasion de son premier déplacement officiel à l'étranger, a indiqué hier un journal japonais.

MM. Bush et Fukuda devraient notamment s'entretenir du soutien naval japonais aux troupes américaines en Afghanistan, selon le Yomiuri Shimbun. Le premier ministre japonais devrait également demander au président américain de maintenir la Corée du Nord sur la liste des États soutenant le terrorisme, selon la même source.

M. Fukuda, un conservateur modéré, est arrivé au pouvoir le 25 septembre après la démission surprise de son prédécesseur nationaliste Shinzo Abe.

LES MILITAIRES CANADIENS PENSENT QU'ILS SONT LÀ POUR RESTER 2009, TROP TÔT POUR PARTIR

SOURCETAG	0710220293
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.22
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	31
ILLUSTRATION:	1. PHOTO PC Des soldats canadiens en mission dans la provincede Kandahar, hier.
BYLINE:	PC
DATELINE:	KANDAHAR
WORD COUNT:	225

KANDAHAR –– (PC) Alors qu'au Parlement, le rôle du Canada dans la guerre en Afghanistan fera l'objet de vives discussions pendant des mois à venir, sur le terrain, une question au moins ne suscite aucun débat.

Les soldats canadiens semblent majoritairement persuadés que l'Afghanistan ne sera pas prêt à temps pour qu'ils puissent quitter ce pays en février 2009.

Ce qui est moins certain, c'est le nombre de militaires qui seraient prêts à revenir en Afghanistan si la mission était prolongée.

Corruption

Dans son récent discours du Trône, le gouvernement conservateur affirmait que le Canada devrait rester impliqué en Afghanistan au moins jusqu'en 2011.

Un vétéran des Forces canadiennes, qui a déjà servi en Bosnie et à Haïti, et ne veut pas être identifié, préférerait quitter l'armée plutôt, parce que selon lui, les choses ne changeront pas en Afghanistan. Il a évoqué la corruption au sein du gouvernement et de la police nationale de l'Afghanistan, et les rivalités tribales qui divisent ce pays.

Selon lui, l'Afghanistan retombera dans le chaos et la guerre civile, que le Canada parte dans 18 mois, quatre ou dix ans.

D'autres militaires estiment au contraire qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire le travail requis et qu'il faut que la mission continue. Des équipes de la police militaire canadienne et de l'infanterie ont notamment entrepris récemment un programme de mentorat pour la police nationale afghane.

Le Canada a perdu 71 militaires et un diplomate en Afghanistan. L'opinion publique, comme le Parlement, est divisée sur la poursuite de la mission.

À LA MÉMOIRE DE TERRY FOX

SOURCETAG 0710220292
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.22
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 30
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR\Hors−texte
WORD COUNT: 88

KANDAHAR −− (PC) Quelque 70 soldats de l'OTAN déployés en Afghanistan ont participé hier à la course Terry Fox organisée à la base aérienne de Kandahar. Trois soldats britanniques ont terminé aux premiers rangs. Ils ont parcouru 11 km, suivis de leurs collègues à bord de véhicules militaires qui soulevaient des nuages de poussière sur leur passage. Des hélicoptères et avions militaires survolaient l'événement qui contribuait à amasser des fonds pour la recherche sur le cancer.

UNE AUTRE ÉTAPE POUR HARPER LES LIBÉRAUX PRÉSENTERONT DES AMENDEMENTS

SOURCETAG 0710220278
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.22
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 22
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 278

OTTAWA –– (PC) Le gouvernement conservateur minoritaire affronte aujourd'hui la deuxième étape de l'adoption de son discours du Trône aux Communes. Tout indique qu'il la traversera sans embûche.

La Chambre doit se prononcer sur un amendement libéral au discours du Trône– amendement soigneusement rédigé pour éviter au leader libéral Stéphane Dion d'avoir à affronter une campagne électorale cet automne.

L'amendement tient le gouvernement de Stephen Harper responsable de l'échec de l'atteinte des objectifs du protocole de Kyoto, mais il félicite aussi le précédent régime libéral, laissant entendre que les libéraux étaient en voie d'atteindre les objectifs de Kyoto – une opinion que ne partagent pas les autres partis d'opposition, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique.

Afghanistan

Il existe aussi des divergences au sein de l'opposition sur un autre élément important de l'amendement libéral – l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Les libéraux veulent que le gouvernement prévienne l'OTAN que le Canada mettra un terme à son rôle de combat en février 2009, mais cela laisse ouverte la possibilité du maintien de la présence militaire canadienne dans un rôle d'aide au développement par la suite. C'est encore une proposition que députés bloquistes et néodémocrates auront du mal à accepter.

Résultat prévisible : les libéraux seront vraisemblablement les seuls à appuyer leur amendement, ce qui assurera la survie du gouvernement Harper, tout comme cela a été le cas la semaine dernière, quand le Bloc a présenté un sous–amendement au discours du Trône rédigé de façon à ce que personne d'autre ne puisse l'appuyer.

Le troisième et dernier vote est prévu pour mercredi. Les libéraux comptent s'abstenir, assurant l'adoption du discours du Trône et permettant au gouvernement Harper de se maintenir au pouvoir.
!@MOTSCLES=DISCOURS DU TRÔNE

L'ARMÉE RENVOIE DES SOLDATS ILS S'OPPOSAIENT À LEUR DÉPLOIEMENT

SOURCETAG	0710220229
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.22
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	9
ILLUSTRATION:	1. PHOTO REUTERS La politique de libération volontaire del'armée s'applique dans les cas de soldats opposés à la guerre plutôt qu'à une mission en particulier.
BYLINE:	KATHLEEN HARRIS SUN MEDIA
DATELINE:	OTTAWA\EXCLUSIF
WORD COUNT:	476

OTTAWA –– L'armée canadienne a libéré plusieurs soldats en raison de leur objection de conscience quant à la guerre en Afghanistan, selon des dossiers internes du ministère de la Défense nationale.

Des documents obtenus par Sun Media en vertu de la Loi sur l'accès à l'information mentionnent quelques cas où des membres réguliers ou réservistes ont été renvoyés ou libérés des Forces canadiennes pour avoir refusé d'être déployés.

"Au cours des 120 ans de l'histoire de son corps expéditionnaire, le Canada ne s'est jamais permis le luxe d'offrir à ses soldats réguliers la possibilité de choisir leurs missions ", lit–on dans un rapport recommandant le renvoi d'un soldat. " Le devoir, la valeur primordiale de l'armée canadienne, a toujours été sacro–saint. Aucun métier ou service des Forces canadiennes ne peut se permettre de garder des soldats qui ne sont pas engagés dans leur devoir à 100%, tant leur devoir envers l'organisation qu'envers ceux aux côtés desquels ils servent. "

Dans un cas, un réserviste a été expulsé " aussitôt que possible du point de vue administratif " après qu'il eut refusé d'être déployé. Ce membre avait déjà reçu une formation en vue de sa mission sur les lieux du combat et il représentait un " fardeau inutile " pour les Forces, selon les documents très censurés.

Par ailleurs, des membres réguliers ont dû être renvoyés en vertu du principe dit de "l'universalité du service ".

Objection à la guerre

L'aspirant de marine Michael McWhinnie, porte–parole du chef du personnel militaire, explique que la politique de la Défense nationale en matière de libération volontaire pour motif d'objection de conscience s'applique uniquement aux personnes qui s'opposent à la guerre et aux conflits armés en général –– pas à ceux qui s'opposent à une mission particulière telle que celle en Afghanistan. Étant donné que le service est volontaire, la politique s'applique seulement dans les très rares cas où un membre connaît une "épiphanie " au sujet de la guerre ou du fait de prendre les armes ; l'objection de conscience à une mission spécifique ou à une politique nationale ne satisferait pas aux critères requis pour une libération volontaire.

" Il faut obéir "

"Vous pouvez dire "j'adore l'armée, je veux y rester, mais il n'est pas question d'aller en Afghanistan" et la

chaîne de commandement vous dirait probablement "nous ne voulons pas de vous dans l'armée parce que vous n'êtes pas capable d'obéir à un ordre légitime"", poursuit l'aspirant McWhinnie. "C'est la seule chose qui compte pour nous: s'il s'agit d'un ordre légitime, il faut obéir.

"L'armée considère un certain nombre de facteurs lorsqu'il s'agit de déterminer l'aptitude à être déployé, mais la politique exige finalement que tous les membres soient prêts à accomplir toute tâche légitime dans la défense du Canada, de ses intérêts et de ses valeurs, tout en contribuant à la paix et à la sécurité à travers le monde. "

kathleen.harris@sunmedia.ca !@MOTSCLES=ARMÉE; AFGHANISTAN; RENVOIS

ILS NE CROYAIENT PAS FAIRE LA GUERRE UN EX−MILITAIRE

SOURCETAG	0710220228
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.22
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	9
ILLUSTRATION:	1. PHOTO D'ARCHIVES Scott Taylor croit que les soldatsn'étaient pas prêts.
BYLINE:	KATHLEEN HARRIS
WORD COUNT:	189

Selon Scott Taylor, un ancien soldat qui est maintenant éditeur de la revue Esprit de corps, certains militaires ne veulent pas être déployés parce qu'ils ne sont pas prêts au combat du point de vue psychologique ou physique ou parce qu'ils ont soudainement peur.

Plusieurs d'entre eux se sont enrôlés pour apprendre un métier ou parce qu'ils s'attendaient à avoir une carrière pleine d'aventure, mais ils ne croyaient pas devoir aller à la guerre.

Guerre improbable

" Il y a eu une très longue période au cours de laquelle, à moins d'être dans l'infanterie, il n'était pas question de faire quoi que ce soit sur la ligne de front où il pouvait y avoir du danger, soutient−il. Alors, l'armée était un genre de vie d'entraînement pour une guerre qui ne se produirait probablement jamais. "

Steve Staples, directeur de l'Institut Rideau, dit que certains se laissent attirer par les annonces attrayantes, la perspective d'un emploi stable ou la chance d'aider leurs compatriotes canadiens dans des situations d'urgence.

Il croit que les Forces canadiennes devraient trouver d'autres rôles pour ceux qui ne veulent pas combattre en Afghanistan.

" Ils pensaient qu'ils s'enrôlaient pour aider le Canada, pas pour aller faire la guerre de quelqu'un d'autre au Moyen−Orient ", dit−il. !@MOTSCLES=CARRIÈRE D'AVENTURE

LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS RENCONTRERA BUSH

SOURCETAG 0710220174
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.22
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 47
BYLINE: AFP
DATELINE: TOKYO
WORD COUNT: 109

TOKYO –– (AFP) Le premier ministre japonais Yasuo Fukuda devrait rencontrer le président George W. Bush le 16 novembre lors d'une visite aux États–Unis à l'occasion de son premier déplacement officiel à l'étranger, a indiqué hier un journal japonais.

MM. Bush et Fukuda devraient notamment s'entretenir du soutien naval japonais aux troupes américaines en Afghanistan, selon le Yomiuri Shimbun. Le premier ministre japonais devrait également demander au président américain de maintenir la Corée du Nord sur la liste des États soutenant le terrorisme, selon la même source.

M. Fukuda, un conservateur modéré, est arrivé au pouvoir le 25 septembre après la démission surprise de son prédécesseur nationaliste Shinzo Abe.

LES MILITAIRES CANADIENS PENSENT QU'ILS SONT LÀ POUR RESTER 2009, TROP TÔT POUR PARTIR

SOURCETAG	0710220154
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.22
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	31
ILLUSTRATION:	1. PHOTO PC Des soldats canadiens en mission dans la provincede Kandahar, hier.
BYLINE:	PC
DATELINE:	KANDAHAR
WORD COUNT:	225

KANDAHAR –– (PC) Alors qu'au Parlement, le rôle du Canada dans la guerre en Afghanistan fera l'objet de vives discussions pendant des mois à venir, sur le terrain, une question au moins ne suscite aucun débat.

Les soldats canadiens semblent majoritairement persuadés que l'Afghanistan ne sera pas prêt à temps pour qu'ils puissent quitter ce pays en février 2009.

Ce qui est moins certain, c'est le nombre de militaires qui seraient prêts à revenir en Afghanistan si la mission était prolongée.

Corruption

Dans son récent discours du Trône, le gouvernement conservateur affirmait que le Canada devrait rester impliqué en Afghanistan au moins jusqu'en 2011.

Un vétéran des Forces canadiennes, qui a déjà servi en Bosnie et à Haïti, et ne veut pas être identifié, préférerait quitter l'armée plutôt, parce que selon lui, les choses ne changeront pas en Afghanistan. Il a évoqué la corruption au sein du gouvernement et de la police nationale de l'Afghanistan, et les rivalités tribales qui divisent ce pays.

Selon lui, l'Afghanistan retombera dans le chaos et la guerre civile, que le Canada parte dans 18 mois, quatre ou dix ans.

D'autres militaires estiment au contraire qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire le travail requis et qu'il faut que la mission continue. Des équipes de la police militaire canadienne et de l'infanterie ont notamment entrepris récemment un programme de mentorat pour la police nationale afghane.

Le Canada a perdu 71 militaires et un diplomate en Afghanistan. L'opinion publique, comme le Parlement, est divisée sur la poursuite de la mission.

À LA MÉMOIRE DE TERRY FOX

SOURCETAG 0710220153
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.22
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 30
BYLINE: PC
DATELINE: KANDAHAR\Hors−texte
WORD COUNT: 88

KANDAHAR −− (PC) Quelque 70 soldats de l'OTAN déployés en Afghanistan ont participé hier à la course Terry Fox organisée à la base aérienne de Kandahar. Trois soldats britanniques ont terminé aux premiers rangs. Ils ont parcouru 11 km, suivis de leurs collègues à bord de véhicules militaires qui soulevaient des nuages de poussière sur leur passage. Des hélicoptères et avions militaires survolaient l'événement qui contribuait à amasser des fonds pour la recherche sur le cancer.

UNE AUTRE ÉTAPE POUR HARPER LES LIBÉRAUX PRÉSENTERONT DES AMENDEMENTS

SOURCETAG 0710220139
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.22
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 22
BYLINE: PC
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 278

OTTAWA –– (PC) Le gouvernement conservateur minoritaire affronte aujourd'hui la deuxième étape de l'adoption de son discours du Trône aux Communes. Tout indique qu'il la traversera sans embûche.

La Chambre doit se prononcer sur un amendement libéral au discours du Trône– amendement soigneusement rédigé pour éviter au leader libéral Stéphane Dion d'avoir à affronter une campagne électorale cet automne.

L'amendement tient le gouvernement de Stephen Harper responsable de l'échec de l'atteinte des objectifs du protocole de Kyoto, mais il félicite aussi le précédent régime libéral, laissant entendre que les libéraux étaient en voie d'atteindre les objectifs de Kyoto – une opinion que ne partagent pas les autres partis d'opposition, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique.

Afghanistan

Il existe aussi des divergences au sein de l'opposition sur un autre élément important de l'amendement libéral – l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Les libéraux veulent que le gouvernement prévienne l'OTAN que le Canada mettra un terme à son rôle de combat en février 2009, mais cela laisse ouverte la possibilité du maintien de la présence militaire canadienne dans un rôle d'aide au développement par la suite. C'est encore une proposition que députés bloquistes et néodémocrates auront du mal à accepter.

Résultat prévisible : les libéraux seront vraisemblablement les seuls à appuyer leur amendement, ce qui assurera la survie du gouvernement Harper, tout comme cela a été le cas la semaine dernière, quand le Bloc a présenté un sous–amendement au discours du Trône rédigé de façon à ce que personne d'autre ne puisse l'appuyer.

Le troisième et dernier vote est prévu pour mercredi. Les libéraux comptent s'abstenir, assurant l'adoption du discours du Trône et permettant au gouvernement Harper de se maintenir au pouvoir.
!@MOTSCLES=DISCOURS DU TRÔNE

Les Afghans auront besoin du Canada après 2009

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.22
SECTION: Actualités
PAGE: 14
SOURCE: Presse Canadienne
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 522

Alors qu'au Parlement, le rôle du Canada dans la guerre en Afghanistan fera l'objet de vives discussions pendant des mois à venir, sur le terrain, une question au moins ne suscite aucun débat.

Les soldats canadiens semblent majoritairement persuadés que l'Afghanistan ne sera pas prêt à temps pour qu'ils puissent quitter ce pays en février 2009.

Ce qui est moins certain, c'est le nombre de militaires qui seraient prêts à revenir en Afghanistan si la mission était prolongée.

Dans son récent discours du trône, le gouvernement conservateur affirmait que le Canada devrait rester impliqué en Afghanistan au moins jusqu'en 2011.

Un vétéran des Forces canadiennes, qui a déjà servi en Bosnie et à Haïti, et ne veut pas être identifié, préférerait quitter l'armée plutôt, parce que selon lui, les choses ne changeront pas en Afghanistan. Il a évoqué la corruption au sein du gouvernement et de la police nationale de l'Afghanistan, et les rivalités tribales qui divisent ce pays.

Selon lui, l'Afghanistan retombera dans le chaos et la guerre civile, que le Canada parte dans 18 mois, quatre ou dix ans.

Un soldat qui en est à sa seconde mission en Afghanistan pense qu'il faudra "des générations" pour que les choses changent.

Malgré tout, d'autres militaires canadiens sont convaincus que les Afghans seront un jour autonomes.

Des soldats estiment qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire le travail requis et qu'il faut que la mission continue. Des équipes de la police militaire canadienne et de l'infanterie ont notamment entrepris récemment un programme de mentorat pour la police nationale afghane.

Le Canada a perdu 71 militaires et un diplomate en Afghanistan. L'opinion publique, comme le Parlement, est divisée sur la poursuite de la mission.

Course Terry Fox

Par ailleurs, quelque 70 soldats de l'OTAN déployés en Afghanistan ont participé dimanche à la course Terry Fox organisée à la base aérienne de Kandahar. Ce sont des soldats britanniques qui ont terminé les trois premiers.

Ils ont parcouru 11 kilomètres, suivi de leurs collègues à bord de véhicules militaires qui soulevaient des nuages de poussière sur leur passage. Des hélicoptères et avions militaires survolaient l'événement qui

contribuait à amasser des fonds pour la recherche sur le cancer.

Cette course a une signification bien particulière pour l'officier canadien Matt O'Hara, âgé de 52 ans. Ce militaire, originaire d'Edmonton, a reçu il y a deux ans un diagnostic de cancer du pancréas.

En entrevue à La Presse Canadienne, ce militaire a confié que la recherche sur le cancer, financé notamment par les courses Terry Fox, lui donne espoir. Il aurait cependant bien aimé que le sort ait été différent pour le Canadien Terry Fox, décédé en 1981 à l'âge de 22 ans. M. O'Hara estime que le jeune homme aurait été fier de voir l'impact qu'il a eu, voire jusqu'en Afghanistan.

Terry Fox avait appris qu'il avait le cancer des os à l'âge de 18 ans. Il avait amorcé un "Marathon de l'espoir" à travers le Canada le 12 avril 1980 avec une prothèse puisque sa jambe droite avait été amputée. Son objectif était de recueillir des dons pour la recheche sur le cancer. Il est décédé un an plus tard après avoir parcouru 5373 kilomètres de course durant 143 jours.

Au Canada, la Journée Terry Fox se tient chaque mois de septembre, habituellement le deuxième dimanche suivant la fête du Travail. Dans les autres pays, cette journée est organisée à un moment qui convient aux organisateurs.

Les conservateurs attaquent la 2e étape

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.22
SECTION: Actualités
PAGE: 7
SOURCE: Presse Canadienne
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 275

Le gouvernement conservateur minoritaire affronte, lundi, la deuxième étape de l'adoption de son discours du trône aux Communes. Tout indique qu'il la traversera sans embûche.

La Chambre doit se prononcer sur un amendement libéral au discours du trône – amendement soigneusement rédigé pour éviter au leader libéral Stéphane Dion d'avoir à affronter une campagne électorale cet automne.

L'amendement tient le gouvernement de Stephen Harper responsable de l'échec de l'atteinte des objectifs du protocole de Kyoto, mais il félicite aussi le précédent régime libéral, laissant entendre que les libéraux étaient en voie d'atteindre les objectifs de Kyoto – une opinion que ne partagent pas les autres partis d'opposition, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique.

Il existe aussi des divergences au sein de l'opposition sur un autre élément important de l'amendement libéral – l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Les libéraux veulent que le gouvernement prévienne l'OTAN que le Canada mettra un terme à son rôle de combat en février 2009, mais cela laisse ouverte la possibilité du maintien de la présence militaire canadienne dans un rôle d'aide au développement par la suite. C'est encore une proposition que députés bloquistes et néo–démocrates auront du mal à accepter.

Résultat prévisible: les libéraux seront vraisemblablement les seuls à appuyer leur amendement, ce qui assurera la survie du gouvernement Harper, tout comme cela a été le cas la semaine dernière, quand le Bloc a présenté un sous–amendement au discours du trône rédigé de façon à ce que personne d'autre ne puisse l'appuyer.

Le troisième et dernier vote est prévu pour mercredi. Les libéraux comptent s'abstenir, assurant l'adoption du discours du trône et permettant au gouvernement Harper de se maintenir au pouvoir.

Un échéancier irréaliste, croient les soldats

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.22
SECTION: Actualités
PAGE: 19
DATELINE: KANDAHAR
WORD COUNT: 171

Alors qu'au Parlement, le rôle du Canada dans la guerre en Afghanistan fera l'objet de vives discussions pendant des mois à venir, sur le terrain, une question au moins ne suscite aucun débat. Les soldats canadiens semblent majoritairement persuadés que l'Afghanistan ne sera pas prêt à temps pour qu'ils puissent quitter ce pays en février 2009. Ce qui est moins certain, c'est le nombre de militaires qui seraient prêts à revenir en Afghanistan si la mission était prolongée.

Le gouvernement conservateur affirme que le Canada devrait rester impliqué en Afghanistan au moins jusqu'en 2011.

Un vétéran des Forces canadiennes, qui ne veut pas être identifié, préférerait quitter l'armée plus tôt, parce les choses ne changeront pas en Afghanistan. Il a évoqué la corruption au sein du gouvernement et les rivalités tribales qui divisent ce pays. Selon lui, l'Afghanistan retombera dans le chaos et la guerre civile, que le Canada parte dans 18 mois ou dans 10 ans. La Presse Canadienne

Alarmes

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.22
SECTION: LE MONDE
PAGE: b1
BYLINE: Brousseau, François
WORD COUNT: 796

Alarme au Pakistan: pays peut−être le plus important du monde pour l'équilibre de la planète, noeud et origine des complots et des attentats qui relient, par des voies occultes, les bases terroristes les plus reculées aux places fortes de l'Occident. Pays où se tissent des fils secrets entre les crises d'Afghanistan, d'Iran, voire d'Irak...

Ce pays s'est enfoncé encore un peu plus dans l'instabilité avec le retour sanglant de Benazir Bhutto, jeudi dans sa ville de Karachi, où 136 personnes ont perdu la vie parce qu'elle est revenue.

Retour de la fille prodigue? Héritière d'une dynastie interrompue en 1979 par l'exécution politique de son père et puis plus tard (dans son cas à elle) par un exil forcé, Mme Bhutto n'a pas un dossier blanc comme neige. Elle rentre au pays précédée par une cascade d'histoires de corruption, où il est difficile de départager l'accusation politique du crime avéré.

Le Pakistan: pays schizophrène, allié de l'Occident dans la «guerre contre le terrorisme», mais où les tendances intégristes plongent leurs tentacules jusqu'au coeur de l'État.

Pays nominalement démocratique, mais rongé par les dictatures militaires périodiques, où le dernier dictateur en date, toujours en selle, tente de se refaire une virginité par une élection arrangée au Parlement... doublée d'une alliance avec l'ancienne ennemie, maintenant auréolée par son quasi−martyre du 18 octobre.

***

Alarme, également, à la frontière turco−irakienne: on a peut−être assisté, ce week−end, au début d'une véritable guerre entre les Turcs et les Kurdes...

La reprise, ces dernières semaines, des attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan contre l'Armée turque a démenti les espoirs d'une évolution pacifique, espoirs pourtant nourris par l'élection, cet été, de députés kurdes au Parlement d'Ankara.

Si guerre il y a, elle pourrait vite franchir la frontière irakienne, car l'Armée turque a reçu l'autorisation du Parlement pour aller traiter le «problème kurde» à sa base... La guerre d'Irak deviendrait ainsi régionale: nouvelle métastase du cancer américano−irakien d'après−2003.

L'enjeu se complique du fait que les Américains sont nominalement alliés des Turcs... mais ils sont également alliés des Kurdes d'Irak. Quand vous avez tout le monde avec vous... vous pouvez aussi vous retrouver, un beau matin, avec tout le monde contre vous!

***

Inquiétude à Berne, la capitale suisse, où le modèle de «démocratie de consensus» est mis à l'épreuve par la montée et la radicalisation d'un parti nommé «centriste», mais qui est dirigé par le Jean−Marie Le Pen helvète,

Christoph Blocher. Une grande gueule dont les appuis – après les élections d'hier – frisent les 30 %!

Au–delà de ses déclarations controversées sur les immigrés et l'identité suisse, ce Blocher pourrait menacer jusqu'à la manière suisse de faire de la politique.

Car la Suisse est vraiment une démocratie unique au monde... Un pays où tous les partis ou presque vont au gouvernement (même celui de M. Blocher). Un pays où les notions de «majorité», de «minorité», de «50 % plus une voix», voire d'«opposition», ne font pas partie du vocabulaire... puisque tout marche par consensus, et que tout le monde fait en quelque sorte partie du «pouvoir».

Le problème, c'est qu'un tel système peut se dérégler lorsqu'un des partenaires de la super–coalition se met à adopter des positions jugées «extrêmes» par les autres. C'est exactement ce qui est en train de se produire entre les pics enneigés de l'Helvétie moderne. ***

Et finalement, loin des alarmes et des inquiétudes, la bonne nouvelle du jour est parvenue hier de Pologne. La Pologne que l'on avait campée depuis quelques années – avec une certaine délectation – dans le rôle de l'affreux, de l'intégriste, du «mauvais coucheur» communautaire. Le pays nationaliste et ombrageux qui refuse la sublime modernité occidentale et chiale contre l'Europe tout en acceptant ses subventions...

Ce que l'on a vu aux législatives polonaises, c'est d'abord un taux de participation en hausse, à 55 %: modeste vu d'ici, mais bien au–dessus des 41 % de la dernière fois. Un véritable «retour citoyen»...

Et ce que l'on a vu surtout, c'est que cette tendance politique – qu'à l'Ouest on adore détester lorsqu'on évoque la Pologne – eh bien, elle vaut en gros 30 % de la population: le poids politique, aujourd'hui, des jumeaux Kaczynski.

Où l'on voit que cette tendance peut, si l'opposition se ressaisit, être mise en échec. Lech reste président, mais Jaroslaw retourne à l'opposition...

Cette «droite dure» qui depuis 2005 avait pris sa revanche, après avoir rongé son frein pendant 15 ans de postcommunisme, elle est aujourd'hui remise à sa place, après tout juste deux ans de pouvoir. Une place qui n'est pas insignifiante, mais qui n'est pas non plus

hégémonique.

Les Polonais ne sont pas les ultrabigots que l'on dit. La Pologne moderne et ouverte, success–story de l'après–communisme, est revenue au premier plan ce 21 octobre 2007.

***

François Brousseau est chroniqueur d'information internationale à Radio–Canada. On peut l'entendre tous les jours à l'émission Désautels à la Première Chaîne radio, et lire ses carnets sur www.radio–canada.ca/nouvelles/carnets.

francobrousso@hotmail.com

Les nouveaux défis de la télévision

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.22
SECTION:	ÉDITORIAL
PAGE:	a6
BYLINE:	André Rousseau
WORD COUNT:	867

Au Canada et au Québec, les débats de société s'aiguisent, s'accumulent comme sur la guerre en Afghanistan, le respect du protocole de Kyoto, les accommodements raisonnables, etc. La télévision est le média par excellence pour assurer un minimum de cohésion sociale autour de valeurs démocratiques, à commencer par le libre débat pour trouver une solution aux problématiques de notre société.

Comme grand média de masse, la télévision a joué un rôle de pilier, crucial pour l'établissement de valeurs et de libertés démocratiques au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. La télévision joue le rôle de participante directe et indirecte aux débats de société, comme reflet et espace public de débats, simultanément.

Le défi d'Internet

Internet ne pourra invalider le rôle de la télévision, pas plus que la télévision n'a invalidé le rôle de la presse écrite ni de la radio. Sur le plan de l'information, les rôles de la télévision et d'Internet sont différents: la télévision, par les bulletins de nouvelles et les émissions d'affaires publiques fait UNE OFFRE d'information alors que l'internaute fait UNE DEMANDE d'information. L'écoute d'un bulletin de nouvelles télévisé est COLLECTIVE, sociale, alors que la démarche de l'internaute est INDIVIDUELLE. Par la télévision, socialement, collectivement on est informé au même rythme, on prend connaissance au même rythme d'événements, de points de vue, de problématiques. C'est un premier élément du rôle de cohésion sociale que joue la télévision contrairement à Internet.

Internet sert d'abord au commerce et au divertissement bien avant l'information. Occasionnellement, Internet peut servir prioritairement de média pour le mouvement pacifiste, écologiste, altermondialiste et jouer un rôle social. Si les grands médias de masse succombent trop à la pensée unique, Internet servira de plus en plus de média alternatif pour un ensemble de mouvements sociaux. C'est là le nouveau défi de la télévision et surtout celui du réseau public.

Enrichir les débats, éviter la pensée unique

Si le réseau public télévisé le veut bien, d'abord la Société Radio−Canada, il y a possibilité de diversifier davantage les sources d'information. Pour établir un portrait global d'un débat de société, la télévision ne peut se limiter aux sources hiérarchiques traditionnelles d'information bien qu'incontournables. Ici, on parle principalement des pouvoirs publics (gouvernements, villes) et

leaders d'oppositions, des chefs d'entreprises, des principaux leaders syndicaux et sociaux,

et des spécialistes et experts sur différentes

problématiques.

On doit aller vers les sources intermédiaires, comme les organismes de base de la société civile et aussi vers les citoyens et citoyennes de la base. Cette diversification des sources est partiellement réalisée ou en cours de réalisation, mais il reste néanmoins beaucoup à faire tant dans les bulletins de nouvelles que dans les émissions d'affaires

publiques.

La diffusion d'une pluralité d'opinions sur une problématique donnée a déjà commencé à s'améliorer dans le cadre des émissions d'information avec des panels contradictoires avec ou sans auditoire en salle, des tribunes téléphoniques et le courriel électronique.

En annonçant la programmation d'automne, un porte−parole de la Société Radio−Canada affirmait qu'il y aurait une plus grande diversité dans l'information et une plus grande diversité culturelle pour se démarquer de la pensée unique.

Le média n'est pas le message comme le disait ou pensait Marshall McLuhan, sociologue canadien, mais c'est plutôt le rôle et la façon d'utiliser le média qui compte.

Impact de la concentration privée des médias

La concentration privé des médias, malgré la multiplication de plateformes médiatiques (journaux, radio, télévision, Internet, câble, etc.) ne garantit pas une plus grande diversité de l'information. On constate au contraire qu'il y a une plus grande uniformisation de l'information, une seule et même approche journalistique reproduite par divers types de médias appartenant à un même groupe privé depuis un nombre restreint de journalistes. La Fédération professionnelle des journalistes du Québec, la Fédération nationale des communications (FNC−CSN) et la Société Radio−Canada se sont précisément prononcées pour maintenir l'encadrement et la réglementation des opérations d'acquisitions et de fusions d'entreprises dans le domaine des médias privés afin de baliser et d'éviter cette uniformisation de l'information

Des publics critiques, non passifs

Si nous tenons compte des différentes appartenances sociales, familiales, conviviales, sociopolitiques, il serait mieux de parler de publics au pluriel plutôt que d'un seul public. Ces publics reçoivent l'information en la «filtrant» plus ou moins selon l'opinion ou la perception de leurs milieux d'appartenance. Dans ce contexte−là, nous ne pouvons ni sous−estimer ni surestimer l'influence des médias, en particulier la télévision.

Les réseaux de télévision offrent aux publics la possibilité de réagir, de poser des questions, de faire des commentaires et des critiques. Une forme de dialogue interactif s'instaure progressivement, confirmant bien que les publics de la télévision ne constituent pas un auditoire passif mais jouent aussi le rôle d'émetteur et non seulement celui de récepteur suivant certaines théories anachroniques en sociologie de la communication. Mieux comprendre le rôle spécifique de la télévision permettra aussi aux mouvements sociaux d'améliorer ou de modifier leur stratégie de communication avec l'ensemble de la population au moyen de la télévision.

André Rousseau : Bénévole au Forum social québécois, ex−recherchiste pour l'émission Droit de parole à Télé−Québec

Dans la catégorie.... Meilleur album country

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.22
SECTION: Arts et spectacles
PAGE: ARTS SPECTACLES2
COLUMN: Trio
WORD COUNT: 364

1. Le country change−t−il?

La catégorie Meilleur album country témoigne cette année d'un étrange virage. Le chevronné Georges Hamel (qui compte déjà quatre Félix du meilleur album country à son actif) et la star montante Véronique Labbé y côtoient: 1) la compilation−hommage Quand le country dit bonjour... produite par Mario Pelchat et regroupant des classiques de Boulianne, Lamothe et compagnie interprétés par Jorane, les Respectables ou Ginette Reno; 2) le disque folk−country De retour à la source d'Isabelle Boulay, avec des chansons signées notamment Michel Rivard ou Damien Robitaille; et... 3) Saint−Panache du groupe alternatif country WD−40! C'est la première fois, à notre connaissance, que figure dans cette catégorie une formation qui a, par le passé chanté Gosses de beu, Mourir la face dans sluch, Elle avait les boules basses et Les parapluies de Sherbrooke...

2. Véronique Labbé

Il n'y a pas que l'ADISQ dans la vie. Que fera la chanteuse country Véronique Labbé, dont l'album L'amour est un mystère est en nomination, entre le 27 octobre (date de diffusion de L'Autre gala où sera décerné le Félix du meilleur disque country) et le début décembre?

a) Elle animera l'émission de radio country Les rendez−vous de Véro sur les ondes de CJMS AM, en direct d'un bar de Pointe−aux−Trembles. b) Elle se produira à l'Olympia de Montréal le 4 novembre.

c) Elle fera sa rentrée montréalaise officielle à la Place d'à côté, les 8 et 9 novembre.

d) Elle sera en Afghanistan.

Réponse: Toutes ces réponses. En raison d'un horaire chargé, Véronique animera sa dernière émission le 4 novembre; le soir même, elle participera au spectacle−bénéfice du Chaînon à l'Olympia, puis donnera deux spectacles bien à elle à la Place d'à côté et s'envolera ensuite pour l'Afghanistan, où elle se produira devant les soldats canadiens en mission là−bas, du 11 novembre au 5 décembre.

3. Quand le country dit bonjour au succès

Le 29 octobre prochain, soit le lendemain du gala de l'ADISQ, sera lancée la deuxième compilation−hommage Quand le country dit bonjour... A combien d'exemplaires s'est vendu la première?

a) 30 000 b) 60 000 c) 75 000

Réponse: C − ce qui est exceptionnel pour une compilation−hommage. On estime qu'en ajoutant tous les disquaires du Québec qui ne font pas partie du système de décompte Soundscan, les ventes frôlent actuellement les 93 000 exemplaires. Hi−ha!

Les soldats conviennent que les Afghans auront besoin du Canada après 2009

DATE: 2007.10.21
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 236

KANDAHAR, Afghanistan _ Alors qu'au Parlement, le rôle du Canada dans la guerre en Afghanistan fera l'objet de vives discussions pendant des mois à venir, sur le terrain, une question au moins ne suscite aucun débat.

Les soldats canadiens semblent majoritairement persuadés que l'Afghanistan ne sera pas prêt à temps pour qu'ils puissent quitter ce pays en février 2009.

Ce qui est moins certain, c'est le nombre de militaires qui seraient prêts à revenir en Afghanistan si la mission était prolongée.

Dans son récent discours du Trône, le gouvernement conservateur affirmait que le Canada devrait rester impliqué en Afghanistan au moins jusqu'en 2011.

Un vétéran des Forces canadiennes, qui a déjà servi en Bosnie et à Haïti, et ne veut pas être identifié, préférerait quitter l'armée plutôt, parce que selon lui, les choses ne changeront pas en Afghanistan. Il a évoqué la corruption au sein du gouvernement et de la police nationale de l'Afghanistan, et les rivalités tribales qui divisent ce pays.

Selon lui, l'Afghanistan retombera dans le chaos et la guerre civile, que le Canada parte dans 18 mois, quatre ou dix ans.

Un soldat qui en est à sa seconde mission en Afghanistan pense qu'il faudra "des générations" pour que les choses changent.

Malgré tout, d'autres militaires canadiens sont convaincus que les Afghans seront un jour autonomes.

Des soldats estiment qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire le travail requis et qu'il faut que la mission continue. Des équipes de la police militaire canadienne et de l'infanterie ont notamment entrepris récemment un programme de mentorat pour la police nationale afghane.

Le Canada a perdu 71 militaires et un diplomate en Afghanistan. L'opinion publique, comme le Parlement, est divisée sur la poursuite de la mission.

WW2029−FGJD105−ac.

Les conservateurs franchissent la 2e étape de l'adoption du discours du Trône

DATE: 2007.10.21
KEYWORDS: POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 271

OTTAWA _ Le gouvernement conservateur minoritaire affronte, lundi, la deuxième étape de l'adoption de son discours du Trône aux Communes. Tout indique qu'il la traversera sans embûche.

La Chambre doit se prononcer sur un amendement libéral au discours du Trône _ amendement soigneusement rédigé pour éviter au leader libéral Stéphane Dion d'avoir à affronter une campagne électorale cet automne.

L'amendement tient le gouvernement de Stephen Harper responsable de l'échec de l'atteinte des objectifs du protocole de Kyoto, mais il félicite aussi le précédent régime libéral, laissant entendre que les libéraux étaient en voie d'atteindre les objectifs de Kyoto _ une opinion que ne partagent pas les autres partis d'opposition, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique.

Il existe aussi des divergences au sein de l'opposition sur un autre élément important de l'amendement libéral _ l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan.

Les libéraux veulent que le gouvernement prévienne l'OTAN que le Canada mettra un terme à son rôle de combat en février 2009, mais cela laisse ouverte la possibilité du maintien de la présence militaire canadienne dans un rôle d'aide au développement par la suite. C'est encore une proposition que députés bloquistes et néo−démocrates auront du mal à accepter.

Résultat prévisible: les libéraux seront vraisemblablement les seuls à appuyer leur amendement, ce qui assurera la survie du gouvernement Harper, tout comme cela a été le cas la semaine dernière, quand le Bloc a présenté un sous−amendement au discours du Trône rédigé de façon à ce que personne d'autre ne puisse l'appuyer.

Le troisième et dernier vote est prévu pour mercredi. Les libéraux comptent s'abstenir, assurant l'adoption du discours du Trône et permettant au gouvernement Harper de se maintenir au pouvoir.

GG2330−FGJD106−ac.

Des soldats participent à la course Terry Fox à la base aérienne de Kandahar

DATE: 2007.10.21
KEYWORDS: DÉFENSE SANTÉ SOCIAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 284

KANDAHAR _ Quelque 70 soldats de l'OTAN déployés en Afghanistan ont participé dimanche à la course Terry Fox organisée à la base aérienne de Kandahar. Ce sont les sodats britanniques qui ont terminé les trois premiers.

Ils ont parcouru 11 kilomètres, suivi de leurs collègues à bord de véhicules militaires qui soulevaient des nuages de poussière sur leur passage. Des hélicoptères et avions militaires survolaient l'événement qui contribuait à amasser des fonds pour la recherche sur le cancer.

Cette course a une signification bien particulière pour l'officier canadien Matt O'Hara, âgé de 52 ans. Ce militaire, originaire d'Edmonton, a reçu il y a deux ans un diagnostic de cancer du pancréas.

En entrevue à La Presse Canadienne, ce militaire a confié que la recherche sur le cancer, financé notamment par les courses Terry Fox, lui donne espoir. Il aurait cependant bien aimé que le sort ait été différent pour le Canadien Terry Fox, décédé en 1981 à l'âge de 22 ans. M. O'Hara estime que le jeune homme aurait été fier de voir l'impact qu'il a eu, voire jusqu'en Afghanistan.

Terry Fox avait appris qu'il avait le cancer des os à l'âge de 18 ans. Il avait amorcé un "Marathon de l'espoir" à travers le Canada le 12 avril 1980 avec une prothèse puisque sa jambe droite avait été amputée. Son objectif était de recueillir des dons pour la recheche sur le cancer. Il est décédé un an plus tard après avoir parcouru 5373 kilomètres de course durant 143 jours. Au Canada, la Journée Terry Fox se tient chaque mois de septembre, habituellement le deuxième dimanche suivant la fête du Travail. Dans les autres pays, cette journée est organisée à un moment qui convient aux organisateurs.

(LA PRESSE CANADIENNE, hlm)

nghlm7